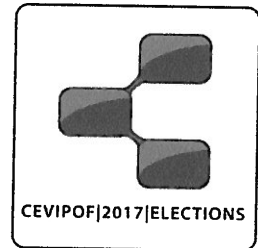


L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017

LA NOTE / #3 / vague 1

décembre 2015



LES FONCTIONNAIRES ET LE FRONT NATIONAL

L'implantation du Front national (FN) au sein des trois fonctions publiques s'est confirmée de manière impressionnante lors du premier tour des élections régionales de 2015. Il s'agit d'un changement qualitatif car le Front national conquiert un univers socioprofessionnel qui lui était traditionnellement hostile et prend même racine au cœur du monde enseignant. Cet ancrage du FN chez les fonctionnaires suit néanmoins les lignes d'une fracture sociale qui sépare les cadres des agents d'exécution. Ce clivage est particulièrement puissant dans la fonction publique hospitalière (FPH). Cet investissement des fonctionnaires dans le vote FN doit se comprendre au regard des déceptions sur le long terme enregistrées autant auprès des gouvernements de droite que des gouvernements de gauche, même si la gauche socialiste garde encore une position électorale assez forte.

Méthodologie : La vague 1 de l'Enquête électorale française a été réalisée entre le 20 et le 29 novembre 2015 auprès de 23 061 personnes interrogées selon la méthode des quotas. L'enquête porte sur 3 368 fonctionnaires de l'État, 1 334 fonctionnaires de la fonction publique territoriale (FPT), 796 fonctionnaires de la FPH et 1 846 agents des entreprises publiques.

Luc Rouban

Directeur de recherche au CNRS

Le succès électoral du Front national au premier tour des élections régionales de 2015 ne se mesure pas seulement par le résultat moyen qu'il obtient en suffrages exprimés ou par le nombre total des voix qui se sont portées sur ses listes. Il se mesure aussi par un changement qualitatif qui le voit devenir l'un des trois partis préférés des fonctionnaires, un milieu qui lui a toujours été très hostile, du fait d'un ancrage politique et historique à gauche comme d'une sociologie particulière liée à la forte présence de diplômés et de surdiplômés.

La pénétration du Front national au sein des trois fonctions publiques s'était déjà affirmée lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2012. On peut constater que, plus de trois ans après l'arrivée de François Hollande à l'Élysée, le mouvement s'est sensiblement accéléré, notamment chez les fonctionnaires de catégorie C. On peut parler d'un tournant historique mettant en évidence la crise profonde que traverse la fonction publique comme un décalage croissant entre les agents de terrain au contact avec les usagers et les cadres devant assurer la gestion des services. Cette dimension politique éclaire d'un jour nouveau tous les projets de réforme de l'État, passés ou à venir dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

I – Un changement historique

Une conversion touchant toutes les catégories de fonctionnaires

Comme le montre le tableau 1, le Front national attire les suffrages de l'ensemble des fonctionnaires, qu'ils soient agents de l'État, des collectivités locales ou des établissements hospitaliers. La différence observable jusqu'ici entre les salariés du public et les salariés du privé s'estompe sérieusement, ce qui conduit à relativiser l'argument selon lequel le vote FN serait la marque politique des salariés précaires ou en danger de perdre leur emploi comme des personnes peu diplômées. Mais il est vrai que la différence par catégorie hiérarchique est très nette dans les trois fonctions publiques, le niveau de vote pour le FN diminuant à mesure qu'augmentent le niveau de diplôme comme le niveau de vie. L'écart le plus impressionnant sépare les cadres des agents de terrain au sein de la fonction publique hospitalière.

Les résultats que l'on présente ici sont des résultats moyens qui ne séparent pas les actifs des retraités, lesquels sont toujours moins enclins, par phénomène générationnel, à voter FN, ni ceux qui sont fortement décidés à voter et ceux qui le sont moins. Si l'on ne prend que les actifs certains de voter, le niveau de vote FN grimpe encore chez les fonctionnaires de catégorie C : 39% pour les agents de la fonction publique d'État (FPE), 28,8% pour ceux de la FPT et 44,7% pour ceux de la FPH. Le niveau moyen de vote FN au sein des entreprises publiques passe quant à lui à 30,3% contre 30,5% pour l'ensemble des salariés du privé.

Il faut encore souligner que si l'on écarte du calcul les fonctionnaires membres du monde enseignant au sens large (c'est-à-dire les enseignants des premier et second degrés, du supérieur, comme les personnels de direction des établissements), le vote FN atteint 30,5% des suffrages exprimés au sein de la FPE et 15,8% au sein de la seule catégorie A. Le FN obtient d'ailleurs des scores appréciables au sein du monde enseignant : 9,4% dans l'ensemble de ce monde, mais également 9,8% chez les instituteurs et professeurs des écoles, 9,2% chez les professeurs du second degré et 8,4% chez ceux du supérieur. Chez les policiers et militaires, le score du FN atteint 51,5%.

Tableau 1 - Intentions de vote moyennes pour les listes du Front national, suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française, 2015

Moyenne nationale		27,3
Salariés du privé		29
Salariés du public		24,6
Fonction publique		
>De l'État		22,7
	Catégorie A (dont enseignants)	12
	Catégorie B	29,8
	Catégorie C	33,6
>Territoriale		23,5
	Catégorie A	15,9
	Catégorie B	20,2
	Catégorie C	26,7

>Hospitalière		26
	Catégorie A	17,9
	Catégorie B	16,3
	Catégorie C	38,9
Entreprises publiques		28,6

Les fonctionnaires contre la gauche ?

La croissance du vote FN chez les fonctionnaires s'est affirmée depuis l'élection de François Hollande à l'Élysée. Bien que la nature des élections comme le taux d'abstention ne soient pas les mêmes, on peut mesurer l'écart entre les résultats obtenus par le FN au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 et lors du premier tour des régionales de 2015.

Cet investissement dans le FN joue-t-il contre la gauche ? Il ne joue pas tant contre la gauche socialiste, qui obtient encore des scores honorables en 2015, ni contre les écologistes, que contre le Front de gauche et l'extrême-gauche qui s'effondrent. Dans la FPE, le score moyen pour les listes PS est de 36% en 2012 contre 34% en 2015, passe de 2% à 8% pour les listes écologistes mais de 15% pour les listes FDG ou d'extrême-gauche à 7%. Quant aux candidats LR-UDI et divers droite, ils passent de 31% à 27%. Il faut évidemment tenir compte des décalages statistiques induits par les « autres listes » des élections régionales, comme des stratégies de vote local « utile », mais cet abandon de la gauche contestataire est général : elle passe ainsi de 13% à 8% dans la FPT et de 16% à 8% dans la FPH. Chez les enseignants du second degré, elle passe de 15% à 8% et chez les instituteurs de 18% à 9%. Dans le même temps, la droite parlementaire augmente dans la FPT (de 26% à 28%) mais baisse dans la FPH (de 33% à 28%). Au total, néanmoins, le vote en faveur de l'ensemble de la gauche n'est plus que 49% au sein de la FPE, 48% au sein de la FPT et 45% dans la FPH.

Tableau 2 – Vote et intentions de vote en faveur du Front national, suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française, 2015 et Panel électoral français, 2012

	2012	2015
Fonction publique		
>De l'État	16	22,7
Dont Professeurs des écoles	6	9,8
Dont Enseignants du second degré	5	9,2
Dont Policiers et militaires	30	51,5
>Territoriale	17	23,5
>Hospitalière	19	26
Entreprises publiques	22	28,6

II – La fracture sociale au sein des fonctions publiques

Le portrait-robot du fonctionnaire choisissant le FN

D'où viennent politiquement les fonctionnaires affichant leur intention de vote en faveur du FN en 2015 ? En moyenne, environ 58% d'entre eux ont voté pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Les nouveaux électeurs viennent pour l'essentiel de la droite : dans la FPE, 19% des agents électeurs FN ont voté Nicolas Sarkozy en 2012. Dans la FPT, ils sont 25%, dans la FPH, 18%. Et cela sans compter les anciens électeurs de François Bayrou ou de Nicolas Dupont-Aignan. Les anciens électeurs de François Hollande sont en moyenne 10%. L'analyse des transferts depuis le second tour de la présidentielle de 2012 est encore plus claire : de tous les fonctionnaires choisissant le FN en 2015, 58% avaient voté pour Nicolas Sarkozy et 25% s'étaient abstenus ou avaient voté blanc et nul. Le jeu des abstentions recouvre la porosité des frontières électorales entre le FN et la droite représentée par les listes LR-UDI.

Le vote FN des fonctionnaires ne varie guère selon les régions, sauf à suivre les tendances nationales. En revanche, les caractéristiques sociales conservent toute leur importance. Dans la FPE, les hommes votent FN à hauteur de 29% contre 17% des femmes, ce qui est dû à la présence forte de ces dernières chez les enseignants. Contrairement aux attentes, la différence entre agents titulaires et agents contractuels ne joue pas. En revanche, le clivage culturel est très net puisque 16% des agents de la FPE qui ont un diplôme d'études supérieures choisissent le FN contre 34% de ceux qui n'ont pas dépassé le niveau du baccalauréat. Les mêmes écarts s'observent dans la FPT. Dans l'hospitalière, l'écart est encore plus grand : 20% de ceux qui ont un diplôme d'études supérieures préfèrent le FN contre 43% de ceux qui ont le niveau baccalauréat. Tout semble indiquer en conséquence que ce sont les fonctionnaires de rang modeste et les plus exposés aux usagers dans leur travail quotidien qui ont la plus forte probabilité de voter FN. La progression de ce dernier est néanmoins impressionnante même chez les diplômés.

Les ressorts de la crise

Plusieurs clés d'explication peuvent être fournies. La première est l'évolution de l'offre politique du FN qui défend désormais les services publics, tournant le dos à son ancien discours poujadiste. Ensuite, le gel du point d'indice et la réduction régulière des effectifs, notamment dans la FPE, ont créé des tensions fortes à l'égard d'un gouvernement de gauche dont les fonctionnaires attendaient beaucoup après 2012 alors même que la crise économique puis les attentats terroristes ont démontré la faiblesse des moyens d'action de l'État. Par ailleurs, dans une grande mesure, la contestation sociale s'investit désormais moins dans l'action syndicale, comme en témoigne le faible taux de participation aux élections professionnelles de décembre 2014, que dans le choix électoral. Enfin, une grande partie des fonctionnaires souffrent du décalage entre les discours sur la République et la laïcité et les pratiques du terrain où les demandes communautaires se multiplient. L'absence d'une philosophie claire de l'État et des services publics se fait sentir. L'enquête nous apprend à ce titre que 50% des fonctionnaires considèrent que la société se détériore en France, 15% seulement considèrent que les politiques publiques sont au service de l'intérêt général. Dans les trois fonctions publiques, 20% des agents considèrent que les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas des Français comme les autres et 50% que l'Islam constitue une menace pour l'Occident. Dans la FPE, cette dernière réponse obtient 43% dans la catégorie A et 57% dans la catégorie C. Dans la FPH, 45% dans la catégorie A et 61% dans la catégorie C.

Conclusion

La conjoncture de l'après 13 novembre 2015 a certainement joué un rôle dans la polarisation du vote aux élections régionales sur le FN. Néanmoins, son implantation au sein des trois fonctions publiques s'est confirmée fortement, mettant au jour un trouble profond chez les gardiens de la République qui doivent tout assumer, de la crise économique à la barbarie terroriste, et dont les membres les plus modestes n'attendent plus grand-chose des projets de réforme qu'ils soient portés par la gauche ou bien par la droite.

Bibliographie et références documentaires

PERRINEAU (Pascal), « La dynamique du Front national », *Note n° 2, L'enquête électorale française : comprendre 2017, décembre 2015.*

http://www.enef.fr/app/download/12760649325/LA_NOTE_%232_vague1.pdf?t=1449504188

ROUBAN (Luc), « Le vote des fonctionnaires en 2012 ou la crise de l'appareil d'État », *Revue française d'administration publique*, n° 146, 2013/2, p. 465-479.

L'auteur

Luc Rouban
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

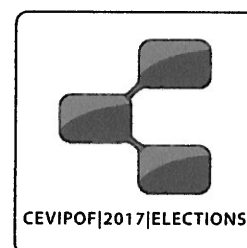
> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com
